

21 | L'acquisition de la VEFA par les personnes publiques

Publics

Tout public

Niveau



Prix

105 € HT soit 126 € TTC

Prérequis

Il n'y a pas de prérequis pour suivre cette formation.

Méthode pédagogique :

Cours magistral et interactif (questions/réponses).
Exposés théoriques illustrés par des ateliers, étude de cas pratiques et mises en situation selon la répartition suivante : 70% théorie / 30% pratique. Accompagné le plus souvent d'un support numérique.

Objectifs :

À l'issue de la formation, le participant sera capable de :

- qualifier une VEFA publique en droit de la commande publique,
- identifier les cas d'exonération des procédures de mise en concurrence,
- connaître les risques en cas de non-respect des règles de la commande publique.

Méthodes d'évaluation :

Une évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée au cours de la formation au travers d'un QCM.

Moyens techniques :

Cours dispensé en présentiel avec vidéoprojecteur.

Modalités et délais d'accès :

- Inscription sur : <https://formation.adnov.fr/>
- Les inscriptions sont possibles jusqu'au 24 juin.
- À l'issue de votre inscription, vous recevrez la confirmation d'inscription accompagnée de la convention de formation.
- La convocation à la formation vous sera adressée environ 15 jours avant le début de la formation.
- Les supports de cours vous seront adressés au plus tard le jour de la formation.
- À l'issue de la formation et sous réserve de la réception de la feuille d'émargement signée, un certificat de réalisation (attestation de présence) vous sera envoyé.

Formateur :

Paul-Maxence MURGUE-VAROCLIER,

Paul-Maxence Murgue-Varoquier est docteur en droit. Il enseigne dans plusieurs Universités (Jean Moulin Lyon 3, Toulouse Capitole et Aix-Marseille) et dirige le département Droit public, Droit de l'environnement et Droit des OSBL (organismes sans but lucratif) du CRIDON Lyon.

PROGRAMME

3h30

Les personnes publiques et parapubliques (bailleurs sociaux, SPL, SEM...) ont fréquemment recours à la VEFA pour acquérir tout ou partie d'immeubles destinés à permettre l'exécution de leurs activités. Si la jurisprudence Région Midi-Pyrénées (CE, Sect., 8 fév. 1991, n° 57679) a longtemps constitué le seul canevas d'analyse de la légalité de cette opération, tel n'est plus le cas en raison de l'influence du droit de l'Union européenne. Il convient aujourd'hui d'analyser cette opération à la lumière du Code de la commande publique pour éviter de faire courir aux parties un risque pénal (le délit de favoritisme) et un risque civil (l'annulation du contrat). Dans diverses situations, les acquéreurs peuvent bénéficier d'une exonération des procédures de mise en concurrence (VEFA minoritaire, VEFA d'opportunité...). En outre, l'acquisition en VEFA par les personnes publiques s'inscrit souvent dans le cadre d'opérations complexes dont il faut évaluer tous les enjeux pour assurer la sécurité juridique du montage.

1. Le recours à la VEFA publique

- Conflit avec le régime de la maîtrise d'ouvrage publique (MOP)
- Condition de licéité du recours à la VEFA publique
- Recours à la VEFA publique par les bailleurs sociaux

2. La qualification de la VEFA publique

- Les critères d'analyse en droit de la commande publique
- La distinction « VEFA-marché de travaux » et « VEFA-marché de services »

3. Le régime de la VEFA publique

- Les exonérations des procédures de mise en concurrence
- Les rapports avec la domanialité publique
- L'aménagement des modalités de paiement

4. Le contentieux de la VEFA publique

- Le contentieux des VEFA publiques de droit administratif
- Le contentieux des VEFA publiques de droit privé
- Le contentieux pénal des VEFA publiques